

IMPACT 2025 REPORT



Confiance - Collaboration - Percées

SOMMAIRE

Partie 1

- Edito du Directeur
- Presentation de Search
- Pourquoi il y'a un besoin

1

Partie 2

- Nos résultats et leurs impacts sur les personnes que nous servons
- Pourquoi il y'a un besoin ?
- Ce que nous Faisons

2

Partie 3

- Mali
- Niger
- Burkina Faso
- Bénin

3

Partie 4

- Notre réponse
- Ce a marqué en 2026
- Ce que nous avons appris dans la mise en oeuvre

4

Partie 5

- Notre engagement envers les personnes que nous servons pour 2026

5

Partie 6

- Nos histoires à succès
- Nos partenaires

6

Edito du Directeur Pays

C'est avec beaucoup de fierté et de responsabilité que je vous présente le Rapport d'Impact 2025 de Search for Common Ground – Sahel-Bénin. Cette année a été marquée par des défis complexes, mais aussi par de réelles opportunités de transformation dans un espace où les dynamiques de conflits dépassent les frontières et appellent des réponses concertées, inclusives et durables.

Dans l'espace Sahel-Bénin, les tensions communautaires, la pression sur les ressources naturelles, les risques de débordement de l'insécurité sahélienne et la propagation de la désinformation continuent d'affecter profondément la cohésion sociale. Face à ces réalités, notre conviction est restée intacte : la paix durable ne peut être imposée, elle se construit avec les communautés, à partir de leurs priorités, de leurs savoirs et de leurs capacités.

En 2025, Search for Common Ground a renforcé son action en plaçant le pouvoir d'agir des populations, la réduction de la polarisation et le renforcement de la légitimité institutionnelle au cœur de ses interventions. *À travers des dialogues inclusifs, des initiatives communautaires, des actions de prévention des conflits et des investissements dans l'autonomisation économique, nous avons accompagné des femmes, des jeunes, des leaders communautaires, des médias et des autorités locales dans la construction de solutions pacifiques adaptées aux réalités locales et transfrontalières.*

Nos résultats démontrent que lorsque les communautés disposent d'espaces sûrs pour dialoguer, de moyens pour renforcer leur résilience économique et de mécanismes de gouvernance plus inclusifs, les tensions peuvent être transformées en opportunités de coopération. Les progrès observés en matière de confiance entre populations et institutions, de réduction des discours de haine et de participation citoyenne confirment la pertinence de notre approche fondée sur la collaboration et l'inclusion.

Ces avancées n'auraient pas été possibles sans l'engagement indéfectible de nos équipes, la confiance de nos partenaires techniques et financiers, la collaboration des autorités nationales et locales, et surtout la participation active des communautés que nous servons. À chacune et chacun, j'adresse mes sincères remerciements.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, nous restons convaincus que la consolidation de la paix dans l'espace Sahel-Bénin est un investissement essentiel pour la stabilité et le développement de la région. Fidèles à notre vision, nous continuerons à œuvrer avec confiance, collaboration et audace, afin de transformer les conflits en leviers de paix, de résilience et d'espoir.

Je vous remercie pour votre confiance et votre engagement à nos côtés.

M'bara Adiawakoye, Directeur Pays Search For Common Ground Sahel/Bénin

Présentation de Search For Common Ground

Search for Common Ground (Search) est la plus grande organisation mondiale de consolidation de la paix, intervenant au cœur des dynamiques de conflits pour transformer les tensions en opportunités de dialogue, de coopération et de réconciliation depuis 1982. Son approche repose sur l'inclusion, la participation citoyenne, l'accès équitable à la justice et à la sécurité, ainsi que la promotion de la tolérance et du vivre-ensemble.

Notre mission et notre vision

Search for Common Ground œuvre pour transformer la manière dont les personnes abordent et gèrent les conflits, en bâtissant des sociétés saines, sûres et justes à travers le monde. Nous y parvenons en instaurant la confiance et en créant des opportunités de collaboration entre des parties adverses, ce qui conduit in fine à des avancées décisives en faveur de la paix. Nous imaginons un monde où le conflit ne signifie pas violence, mais constitue plutôt une source de progrès. Notre vision est celle d'un monde où les personnes vivent dans des sociétés saines, sûres et justes, où la coopération au-delà des différences est la norme.

Comment nous travaillons

Des actions de terrain au sein des communautés locales aux initiatives internationales de consolidation de la paix, notre approche demeure cohérente :



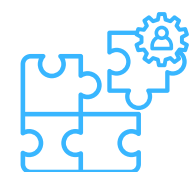
Renforcer les liens communautaires

À travers des initiatives, nous créons des espaces où des personnes issues de différents horizons peuvent se rencontrer, partager leurs expériences et développer l'empathie.



Encourager la participation et l'action

Grâce à des programmes comme nos initiatives de dialogue des jeunes, nous donnons aux jeunes les outils nécessaires pour devenir des ambassadeurs de la paix dans leurs communautés, en favorisant une participation active au dialogue et à la co-construction de solutions.



Adopter la complexité

Nous comprenons qu'aucune situation n'est simple et qu'il n'existe pas de solution universelle. Nous abordons chaque conflit avec un esprit de flexibilité, en recherchant constamment des solutions créatives et adaptées qui répondent aux besoins spécifiques de chaque contexte.

Nous sommes présents au Mali depuis 2014, au Niger depuis 2011, au Burkina Faso depuis 2011 et au Bénin depuis 2023.

Pourquoi il y a un besoin ?

L'espace Sahel-Bénin est aujourd'hui confronté à des dynamiques de conflits complexes, imbriquant insécurité régionale, tensions communautaires et fragilités structurelles de gouvernance. La persistance de l'insécurité au Sahel central, notamment au Burkina Faso et au Niger, a des répercussions directes sur les zones septentrionales du Bénin, transformant cet espace transfrontalier en une zone de vulnérabilité croissante.

Dans le Sahel, les conflits armés, les violences intercommunautaires à caractère identitaire et les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles fragilisent profondément la cohésion sociale. Ces conflits, souvent instrumentalisés par des groupes terroristes, s'appuient sur des griefs historiques, des perceptions d'injustice et des déficits de services publics. Les communautés pastorales et agricoles sont particulièrement exposées, avec des répercussions directes sur les mécanismes traditionnels de dialogue et de gestion pacifique des différends.

Au Bénin, bien que le pays demeure relativement stable, les régions du nord sont de plus en plus exposées aux effets de débordement de l'insécurité sahélienne. Les mouvements transfrontaliers de populations, les pressions accrues sur les ressources, les tensions autour de la transhumance et les risques de stigmatisation de certaines communautés constituent des facteurs de fragilité sociale. Ces dynamiques, si elles ne sont pas anticipées et gérées de manière inclusive, peuvent alimenter des conflits locaux et affaiblir la confiance entre les communautés et les institutions.

Par ailleurs, l'espace Sahel-Bénin est fortement influencé par un environnement informationnel dégradé. Les réseaux sociaux et les canaux de communication informels sont devenus des vecteurs majeurs de rumeurs, de désinformation et de discours polarisants, souvent transfrontaliers, qui exacerbent les tensions communautaires et sapent les efforts de cohésion sociale. Les jeunes et les leaders communautaires sont à la fois des cibles et des relais de ces narratifs conflictuels.

Face à ces défis interconnectés, le besoin d'une approche transfrontalière de consolidation de la paix apparaît essentiel. En 2025, Search for Common Ground intervient dans l'espace Sahel-Bénin pour renforcer la prévention des conflits, promouvoir le dialogue inter et intracommunautaire, lutter contre la désinformation et soutenir des initiatives de peacebuilding sensibles aux dynamiques locales et transfrontalières. Ces actions visent à renforcer la résilience des communautés, à prévenir l'escalade des violences et à promouvoir une coexistence pacifique durable dans cette zone stratégique.

Ce que nous faisons

Face à la complexité des contextes dans lesquels nous intervenons, nos programmes s'appuient sur des modalités d'action complémentaires et adaptées. L'implication active des communautés constitue un pilier central de notre démarche, permettant de renforcer les capacités locales, de favoriser l'appropriation des initiatives et de soutenir des changements durables au niveau structurel. Parallèlement, le recours aux médias et aux outils de communication élargit la portée de nos actions en touchant un nombre important de personnes, contribuant ainsi à une meilleure sensibilisation des populations, notamment sur les dynamiques de conflit et de cohésion sociale. Dans plusieurs projets, cette approche est renforcée par l'intégration du cadre du triple nexus Humanitaire-Développement-Paix.

Ce cadre favorise une articulation cohérente entre l'assistance immédiate, les actions de développement à moyen et long terme, et les initiatives de consolidation de la paix. Il vise à renforcer la résilience des communautés affectées et à promouvoir des réponses durables et coordonnées face aux défis multidimensionnels.

Par ailleurs, l'ensemble de nos actions est orienté par la volonté de contribuer de manière cohérente et mesurable aux cinq piliers du Peace Impact Framework (Cadre d'impact pour la Paix), à savoir le pouvoir d'agir des acteurs, la légitimité institutionnelle, la réduction de la polarisation, la prévention de la violence et la promotion d'investissements favorables à la paix.



Pouvoir d'agir

En 2025, des formations ont renforcé les capacités d'acteurs divers (autorités locales, jeunes, femmes, médias) sur des thématiques telles que l'Approche Youth 360, la médiation, et le journalisme sensible au conflit dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. De plus, des activités ont été menées pour améliorer la résilience des communautés face aux chocs, notamment le changement climatique et les conflits violents.

Légitimité institutionnelle

La majorité de nos projets, tels que LAFIA, NONSINA, et LABORATOIRE DE PAIX, visent à renforcer la légitimité institutionnelle. En 2025, divers cadres de concertation ont été instaurés pour favoriser le dialogue entre institutions et communautés, incluant des dialogues communautaires entre les Forces de Défense et la population, des Tribunes d'Expression Populaire, et des consultations pour le choix d'infrastructures. Ces initiatives ont amélioré la transparence, la redevabilité des institutions et renforcé la confiance des populations.

Réduction de la polarisation

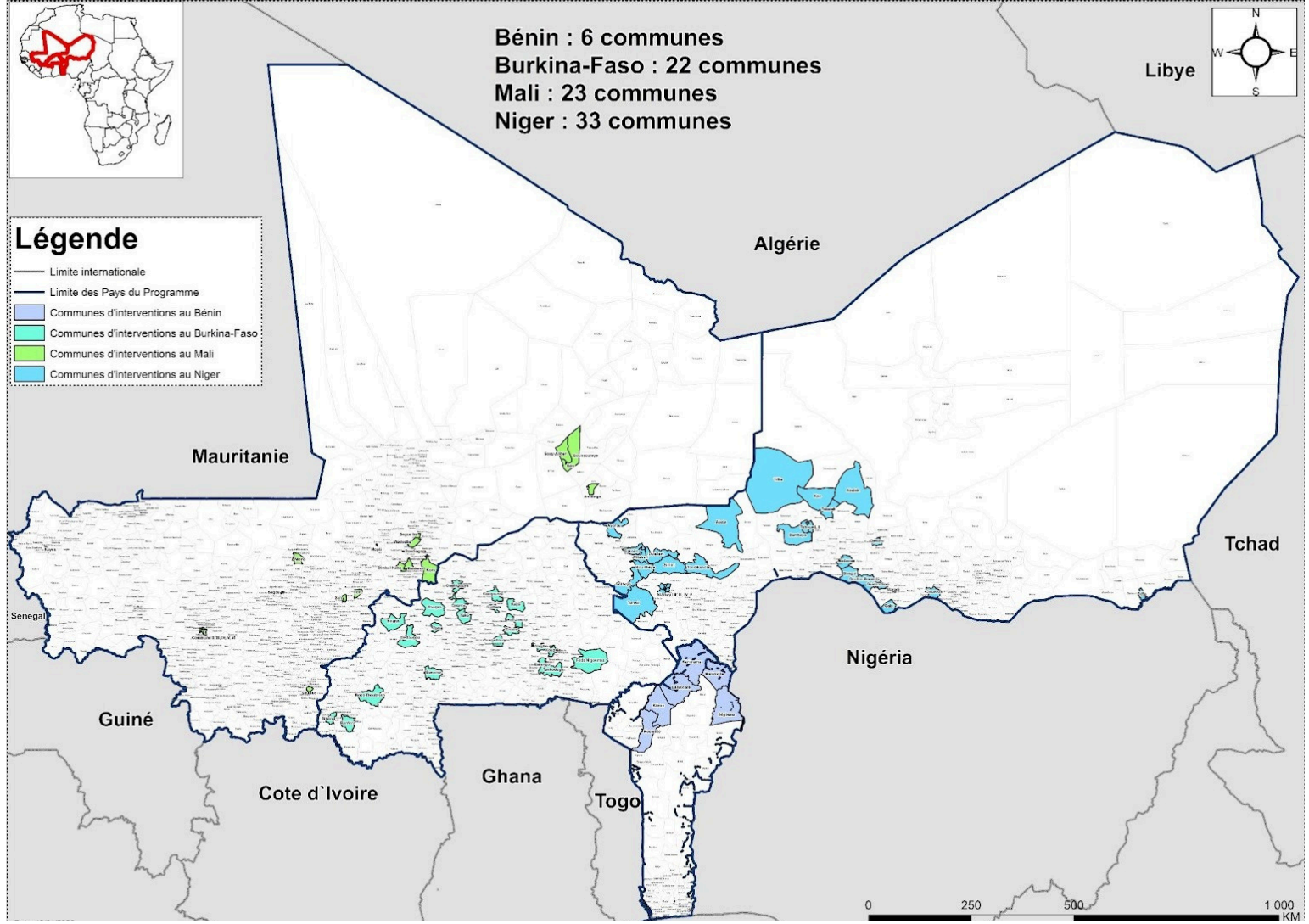
L'année 2025 a vu des efforts pour renforcer le sentiment d'appartenance et réduire la polarisation dans 4 pays. Cela inclut l'implication communautaire et l'inclusion dans la conception d'infrastructures (points d'eau, espaces maraîchers, magasins, unités de transformation), des projets sociocommunautaires, et la diffusion d'émissions radiophoniques en plusieurs langues. Des études variées ont également été menées (Baseline, Midterm, Endline, analyses de conflits, etc.).

Prévention de la violence

À travers diverses actions de sensibilisation, comme les théâtres participatifs et les clubs d'écoute radio, des progrès notables en gestion des conflits sont observés. Les approches évoluent vers la collaboration plutôt que la confrontation, facilitant la résolution pacifique des conflits entre agriculteurs, éleveurs, et les personnes déplacées ou réfugiées.

Investissements favorables à la paix

En 2025, la consolidation de la paix dans l'espace Sahel-Bénin a été soutenue par des ressources humaines et sociales locales, en plus des financements. Les communautés ont joué un rôle actif dans la prévention et la gestion des conflits, avec des Ambassadeurs de paix et des cyber-gardiens participant à des actions de médiation et de dialogue. À Kouandé, un jour de dialogue a été consacré à la gestion d'un conflit autour d'un point d'eau. Au Burkina Faso et au Mali, les cyber-gardiens ont identifié et contré des contenus désinformants. Les leaders religieux ont également aidé à désamorcer des tensions. Ces initiatives ont renforcé la capacité des communautés à prévenir la violence et à promouvoir le dialogue, montrant que la paix repose sur l'engagement local et non seulement sur des financements externes.



La figure ci-dessus présente une visualisation des communes ayant bénéficié de nos interventions en 2025 dans quatre pays : le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Bénin, soulignant notre présence et la couverture de nos actions.

BENIN

Banikoara, Malanville, Karimama, Ségbana, Kérou et Kouandé

MALI

Bamako Commune II, III, IV, V, VI, Mopti, Bandiagara, Ségué Iré, Bankass, Dimbal, Wadouba, Koro, Gao, Gounzoureye, Sony Ali Ber, Ansongo, Ségo, Niono, Kimparana, Téné, San, Kayes et Sikasso.

BURKINA FASO

Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Banfora, Sindou, Dedougou, Boromo, Nouna, Tougan, Toma, Fada N’Gourma, Kaya, Kongoussi, Kosrimoro, Guibaré, Tenkodogo, Koupéla, Garango, Ouahigouya, Yako, Gourcy, Zinaré et Zorgho.

NIGER

Niamey commune I, II, III, IV, V, Commune urbaine de Dosso, Commune de Tahoua I, II, Tabalak, Abalak, Bangui, Madaoua, Bambaye, Kao, Tillia,, les 3 Communes urbaines de Maradi, Dakoro, Guidan Roundji, Guidan Sori, Gabi, Gazaoua, la commune urbaine de Tillabéri, Sakoira, Kourthèye, Simiri, Tondikandia, Gothèye, Ayorou, Abala, Torodi et la commune urbaine de Diffa.

Au cours de l’année 2025, nous avons maintenu une approche d’intervention centrée sur la proximité avec les populations, indépendamment des contextes nationaux. Cette démarche, mise en œuvre dans l’ensemble de nos zones d’intervention, nous a permis de répondre de manière plus adaptée aux besoins spécifiques des communautés. Notre fort ancrage au niveau local demeure l’un de nos principaux atouts. Il favorise une meilleure compréhension des dynamiques communautaires, renforce l’acceptabilité de nos actions et contribue à l’efficacité ainsi qu’à la durabilité des résultats obtenus.

Nos résultats et leur impact sur les personnes que nous servons

RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR (Mali)

En 2025, Search Mali et ses partenaires ont mis l'accent sur l'autonomisation des groupes vulnérables, formant 240 jeunes influenceurs et finançant 60 initiatives communautaires touchant 5924 participants. Cela a stimulé l'engagement citoyen et la lutte contre la désinformation, notamment dans plusieurs districts. Des initiatives de sensibilisation en ligne ont émergé, favorisant la coopération entre influenceurs et journalistes.

Le projet « Un futur à construire » a permis l'installation de systèmes de pompage solaire, améliorant l'indépendance financière des femmes, comme en témoigne Fatoumata Cissé, une journaliste non-voyante. Cela a renforcé la cohésion sociale et réduit les tensions.

Après cinq ans, le programme Just Future a intégré la sensibilité au conflit chez ses partenaires, formant 13 formateurs. Le projet a renforcé le pouvoir d'agir de 502 acteurs de la société civile, dont 184 femmes. Les formations ont porté sur des thèmes comme le journalisme sensible aux conflits et l'engagement citoyen.

Les projets de 2025 ont permis aux jeunes et aux femmes de devenir des acteurs du changement, favorisant l'indépendance financière, l'engagement citoyen et la prévention des conflits, tout en consolidant la cohésion sociale et la résilience communautaire. Les participants se sentent désormais plus capables d'influencer les décisions au sein de leurs communautés.



63,35%

Hommes



36,65%

Femmes

Hommes : 63,35 % (soit 318 hommes sur un total de 502 acteurs).

36,65 % (soit 184 femmes sur un total de 502 acteurs).

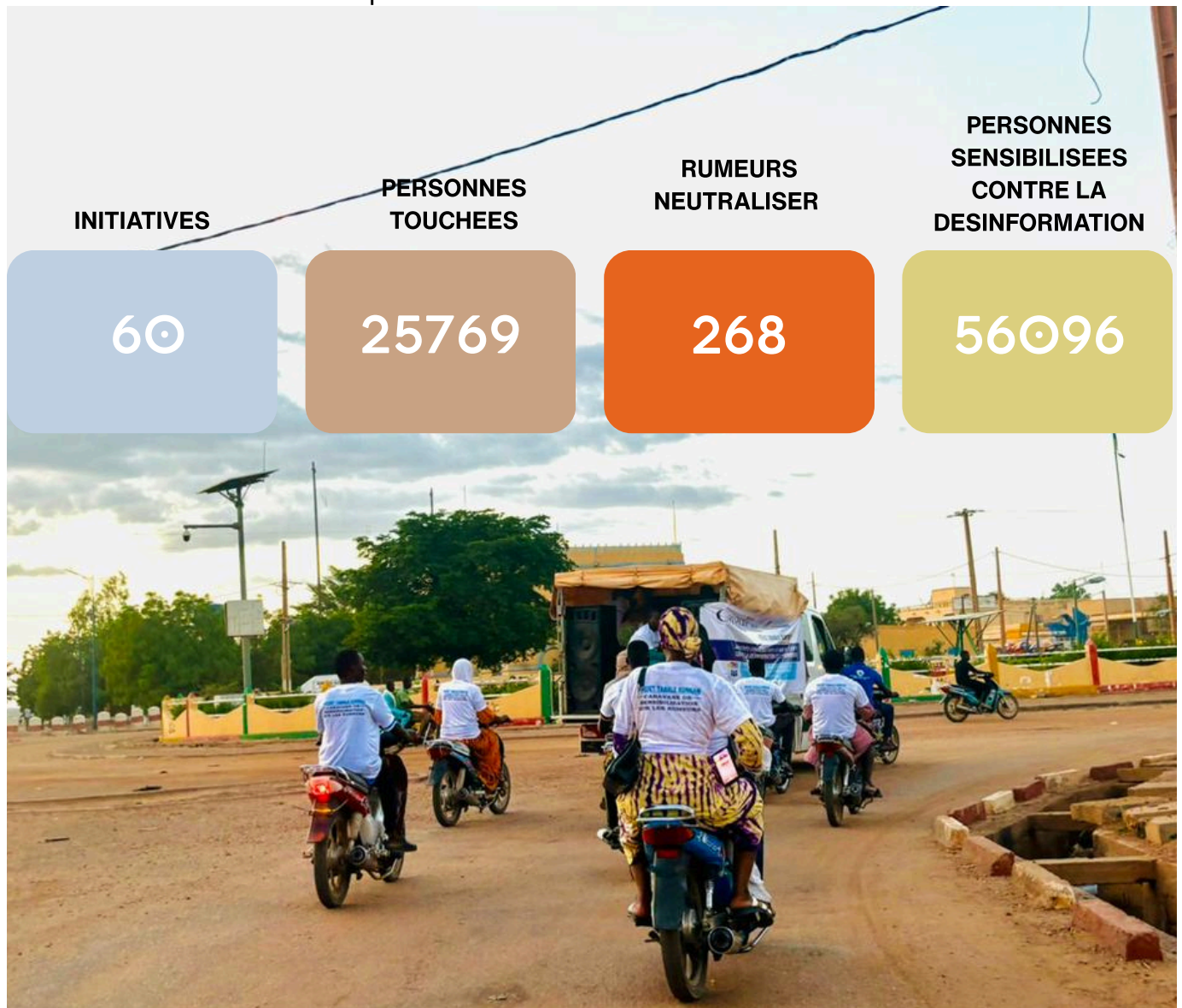
RÉDUCTION DE LA POLARISATION (Mali)

En 2025, le projet Tabalé Kunkan II a réduit l'impact de la désinformation dans 21 communes. Grâce à l'approche Cyber-Gardien, les communautés ont appris à identifier et contrer les fausses informations.

- 69 initiatives communautaires de paix ont renforcé l'esprit critique et le dialogue intergénérationnel, touchant 25 769 personnes, dont 12 526 femmes.
- Des activités interactives ont permis de neutraliser 268 rumeurs sur 324 identifiées.
- 14 initiatives de grande envergure, comme des festivals et concours, ont sensibilisé environ 56 096 personnes à la paix et à la lutte contre la désinformation.

Le projet JISRA a favorisé le dialogue interconfessionnel à Mopti, transformant la méfiance en solidarité. Des conférences et forums ont mobilisé des participants pour lutter contre les discours de haine.

En 2025, le programme JISRA a enregistré 11 résultats clés, montrant une réduction de la polarisation face aux groupes djihadistes. Ces initiatives ont renforcé la résilience des communautés et favorisé la paix.



RENFORCEMENT DE LA LÉGITIMITÉ INSTITUTIONNELLE (Mali)

En 2025, l'approche Cyber-Gardien s'est établie comme un mécanisme reconnu pour lutter contre la désinformation, avec le soutien des autorités locales. Celles-ci font appel aux cyber-gardiens pour démentir des rumeurs, comme le maire de Ségué-Iré l'a illustré en clarifiant des informations concernant l'aide aux déplacés.

Search Mali et ses partenaires ont renforcé la collaboration entre citoyens et autorités pour une gouvernance inclusive. Les Cadres d'Analyse des Politiques Inclusives (CAPI) à Gao et Tombouctou ont facilité l'intégration des femmes et des jeunes, améliorant les dialogues avec les autorités.

De plus, les dialogues interreligieux soutenus par le programme JISRA à Gao et Tombouctou visent à se formaliser en associations, renforçant leur crédibilité et leur capacité à mobiliser des ressources pour promouvoir la tolérance et la cohésion sociale.



RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR (NIGER)

En 2025, 88 sessions ont été organisées avec sept partenaires de Search Niger pour renforcer le pouvoir d'agir individuel, abordant des thèmes tels que le leadership féminin, la gestion des ressources naturelles et la lutte contre les violences basées sur le genre. Ces sessions ont permis de :

- Former les OSC/SCOOP féminines sur diverses compétences.
- Renforcer les capacités des femmes et des jeunes filles.
- Créer des plateformes pour le plaidoyer sur le climat.
- Outiller les acteurs communautaires pour mieux gérer les conflits.
- Sensibiliser sur les VBG et les droits des femmes.
- Développer des compétences numériques pour contrer la désinformation.

Un total de 4612 participants, dont 1878 jeunes femmes, a illustré l'évolution des normes sociales. Les transformations sociales significatives incluent :

- Changement de perception du rôle des femmes dans les instances locales.
 - Renforcement de la confiance en soi des jeunes filles.
 - Création de réseaux féminins pour le plaidoyer.
 - Appropriation locale et responsabilité accrue des acteurs communautaires.
- Capacité à contrer les menaces numériques grâce à une meilleure vigilance.

Total Sessions

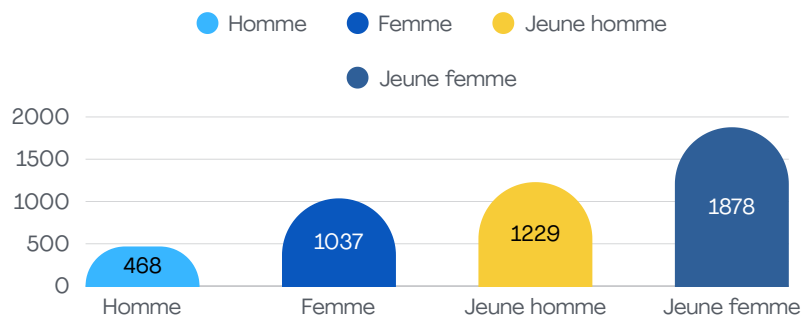
88

Personnes touchées

4612

Jeunes femmes

1878



Les sessions de renforcement du pouvoir d'agir ont accru la confiance, la participation et l'influence des femmes et des jeunes filles dans les communautés, transformant les perceptions sociales sur leur rôle dans la gouvernance locale et la gestion des ressources. La création de réseaux féminins et de plateformes de plaidoyer a favorisé la solidarité et l'appropriation collective des enjeux locaux. Parallèlement, le développement des compétences numériques et la sensibilisation à la désinformation ont permis aux jeunes de renforcer leur vigilance face aux discours polarisants, contribuant à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

RÉDUCTION DE LA POLARISATION (NIGER)

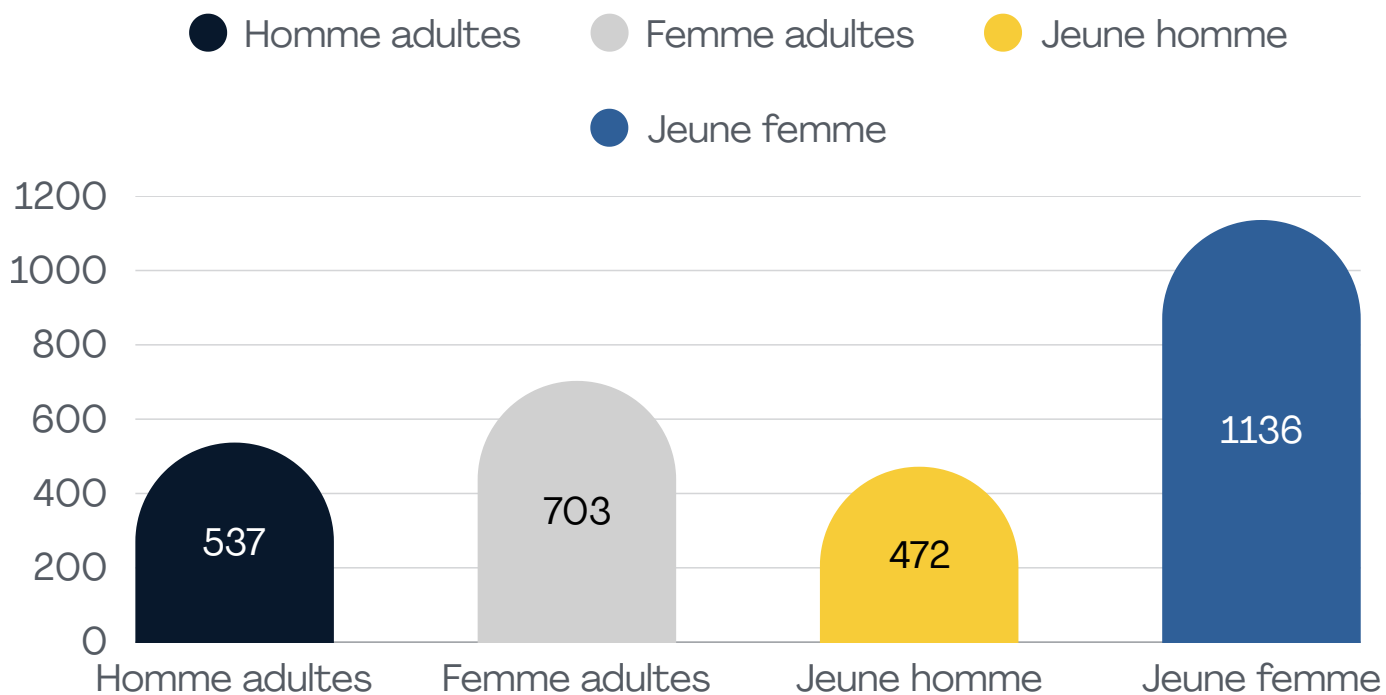
Pour réduire la polarisation, 42 sessions ont été réalisées en 2025 avec sept partenaires locaux de Search Niger, favorisant le dialogue intergénérationnel et des initiatives inclusives. Ces activités ont permis de :

- Explorer la masculinité positive et le rôle des femmes dans la gestion des ressources.
- Organiser des dialogues sur la participation des femmes et l'accès à la terre.
- Tenir des forums sur la désinformation et la cohésion sociale.
- Diffuser des messages pour prévenir les violences en ligne et hors ligne.
- Promouvoir la communication non violente et le rôle des jeunes dans la paix.
- Créer un mécanisme de concertation pour les droits fonciers des femmes et des jeunes.

Les sessions ont mobilisé 1136 jeunes femmes, 703 femmes adultes, 537 hommes adultes et 472 jeunes hommes. Les résultats montrent des évolutions significatives, comme :

- Une évolution des stéréotypes de genre, reconnaissant le rôle des femmes.
- Un dialogue intergénérationnel renforcé, transmettant des savoirs.
- Une réduction des tensions communautaires grâce à la communication non violente.
- Une mobilisation numérique accrue contre la désinformation.

Un plaidoyer inclusif pour les groupes marginalisés dans les débats locaux.



RENFORCEMENT DE LA LÉGITIMITÉ INSTITUTIONNELLE (NIGER)

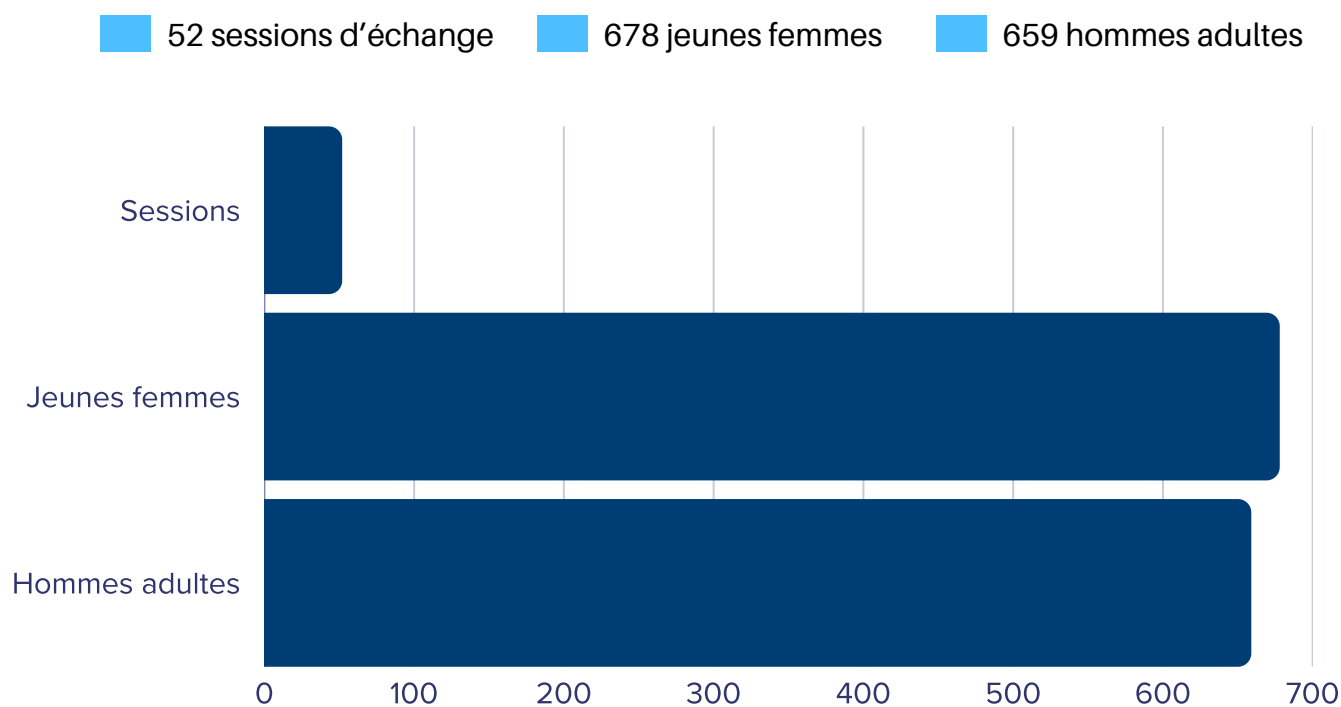
En 2025, 52 sessions ont été organisées à Search Niger avec sept partenaires locaux pour renforcer la légitimité institutionnelle et la gouvernance locale, tout en améliorant la prise en compte des groupes vulnérables et le dialogue communautaire. Ces sessions ont permis de :

- Organiser des forums communautaires sur la gestion des ressources naturelles.
- Tenir des ateliers sur la désinformation, la cybercriminalité et les violences basées sur le genre (VBG).
- Mettre en place des mécanismes de gestion des conflits liés aux ressources naturelles.
- Faciliter des dialogues sur les droits des femmes et d'autres problématiques sociales.
- Renforcer les espaces de signalement et de protection.
- Organiser des rencontres de plaidoyer pour intégrer les besoins des groupes vulnérables dans les plans de développement.

La participation a été forte, notamment de jeunes femmes (678) et d'hommes adultes (659). Les retours indiquent des avancées dans :

- Le lien entre institutions et communautés.
- Les mécanismes de protection liés aux VBG.
- L'intégration des groupes vulnérables dans les plans locaux.
- La prévention des conflits.

La redevabilité des institutions grâce à des cadres de concertation.



RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR (Burkina Faso)

Au Burkina Faso, grâce au projet Laaki-Kibaru, les 154 cyber-gardiens ont consolidé leur rôle de veille numériques dans sept communes (Fada N'Gourma, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Kongoussi, Ouahigouya, Dori et Kaya). Formés à la création graphique, au montage vidéo et à la modération de contenus, ils ont conduit plus de 300 actions de sensibilisation et de formation. Leurs productions (vidéos explicatives, podcasts et messages radio en langues locales) ont contribué à démocratiser l'accès à une information fiable et à valoriser la participation des femmes dans le débat public.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des acteurs institutionnels (ST-PPViE et SP-ONAPREGECC) en matière de sensibilité aux conflits et de techniques de médiation, dans le cadre du projet Laboratoire de Paix, a permis d'améliorer leur aptitude à accompagner les acteurs locaux dans la prévention et la résolution des conflits.

Enfin, le projet Un futur à construire a contribué au renforcement du pouvoir économique des bénéficiaires. À Dori, une femme de moins de 40 ans témoigne : « Le projet nous a permis de devenir autonomes et de nous réaliser. Après les récoltes, nous avons pu produire des oignons, du chou, de la tomate et de la salade pour notre alimentation, tout en vendant une partie afin de subvenir à nos besoins. ».

Ces interventions ont renforcé durablement la cohésion sociale et la résilience communautaire dans les zones d'intervention. L'amélioration de l'accès à une information fiable et inclusive a contribué à la réduction de la désinformation, à la prévention des tensions sociales et à une participation citoyenne plus active, en particulier celle des femmes. Le renforcement des capacités des acteurs institutionnels a amélioré la qualité de l'accompagnement des communautés, facilitant une prévention plus efficace et une résolution pacifique des conflits. Par ailleurs, l'autonomisation économique des bénéficiaires, notamment des femmes, a accru la sécurité alimentaire des ménages, réduit les vulnérabilités économiques et renforcé leur contribution à la stabilité sociale et à la paix durable.

154

Cyber-gardiens ont consolidé leur rôle de veille numériques dans sept communes (Fada N'Gourma, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Kongoussi, Ouahigouya, Dori et Kaya).

300

Actions de sensibilisation et de formation

REDUCTION DE LA POLARISATION (Burkina Faso)

Au cours de l'année 2025, l'intervention des cyber-gardiens du Burkina Faso a permis la production et la diffusion de plus de 109 vidéos explicatives sur les réseaux sociaux (Facebook, TikTok, WhatsApp, etc.). Ces contenus pédagogiques ont contribué à sensibiliser les jeunes aux risques liés à la désinformation, à promouvoir un usage responsable des réseaux sociaux et à renforcer la cohésion sociale. Cette dynamique a entraîné une augmentation des commentaires non violents dans les zones d'intervention. Par ailleurs, la mise en place de périmètres maraîchers, de forages et de systèmes d'irrigation partagés a permis de transformer des facteurs potentiels de division, notamment l'accès à l'eau et à la terre, en véritables espaces de coopération et de dialogue communautaire dans les zones d'interventions du projet un future à construire.

La polarisation sociale a été atténuée dans les zones d'intervention grâce à l'adoption progressive de comportements numériques plus responsables chez les jeunes, favorisant des échanges en ligne moins violents et plus constructifs. La diffusion de contenus pédagogiques a renforcé la compréhension des enjeux liés à la désinformation, contribuant à un climat de dialogue apaisé et à une cohésion sociale accrue. Par ailleurs, la gestion collective des ressources productives, notamment l'eau et la terre, a transformé des sources potentielles de tensions en opportunités de coopération, de solidarité et de dialogue communautaire, réduisant ainsi les facteurs structurels de conflit.

109

Vidéos explicatives produites et diffusées sur les réseaux sociaux (Facebook, TikTok, WhatsApp, etc.).



RENFORCEMENT DE LA LEGITIMITE INSTITUTIONNELLE (Burkina Faso)

L'implication active des autorités locales dans les cadres de concertation, de gestion participative et de redevabilité a contribué à renforcer leur légitimité auprès des populations. Cette dynamique est illustrée par le témoignage d'un chef de ménage à Dori : « Du moment où nous avons un dialogue permanent avec nos autorités, nous estimons qu'elles ont la capacité de transformer les conflits. »

Cette évolution se traduit par une hausse du niveau de confiance, une meilleure reconnaissance des capacités institutionnelles en matière de gestion des conflits et une amélioration perçue de la cohésion sociale.

Par ailleurs, les recommandations issues des forums locaux et régionaux organisés en 2025 dans le cadre du projet Laafi-Kibaru, transmises aux autorités compétentes (notamment le CSC et les ministères concernés), ont encouragé l'État burkinabè à renforcer son engagement dans la lutte contre la désinformation, contribuant ainsi de manière tangible aux efforts gouvernementaux en la matière.

Le renforcement des mécanismes de dialogue et de redevabilité a consolidé la légitimité des autorités locales auprès des populations, en améliorant la confiance mutuelle et la reconnaissance de leurs capacités à prévenir et gérer les conflits.

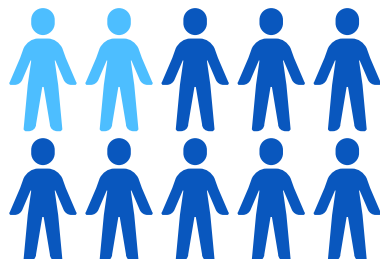
Cette dynamique a favorisé une relation plus constructive entre institutions et communautés, contribuant à une meilleure cohésion sociale et à une gouvernance locale perçue comme plus efficace et inclusive.

Par ailleurs, l'intégration des recommandations issues des cadres de concertation dans les politiques publiques a soutenu l'engagement de l'État burkinabè dans la lutte contre la désinformation, renforçant la crédibilité de l'action publique et son ancrage dans les préoccupations citoyennes.



AU BÉNIN

6 824
bénéficiaires
touchées

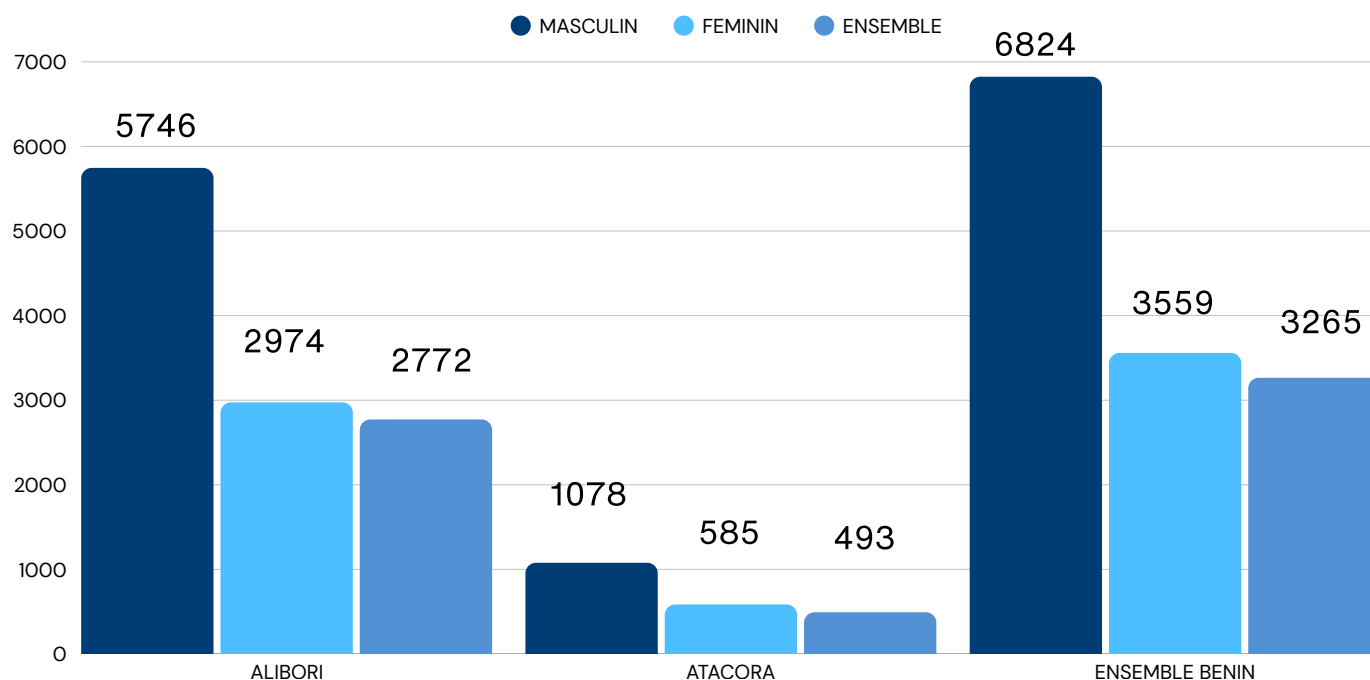


52%
de femmes



Search au Bénin, pilote actuellement deux projets complémentaires : le projet NONSINA “Entente”, financé par l’Agence française de développement (AFD), et le projet LAFIA_“La Paix”, financé par la Fondation PATRIP. Mis en œuvre en partenariat avec DEDRAS ONG et l’Association Voûte Nubienne (AVN), ces projets visent à renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale, d’une part, et à renforcer la stabilisation et la prévention des conflits violents dans les zones transfrontalières du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Nigéria, d’autre part.

Sur la période allant de janvier-décembre 2025, l’ensemble des deux projets a touché 6 824 bénéficiaires directs dans les départements de l’Alibori (5 746) et l’Atacora (1 078) dont 52% de femmes comme l’illustre le graphique suivant.



La répartition par sexe des bénéficiaires révèle une participation quasi paritaire, avec 3 265 hommes (47,8 %) et 3 559 femmes (52,2 %), confirmant l'intégration effective de la dimension genre et l'inclusion des groupes vulnérables (PDI, femmes, communautés peulh, etc.), conformément à l'approche du projet.

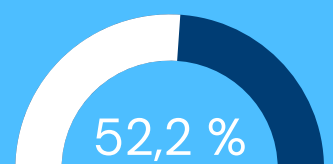
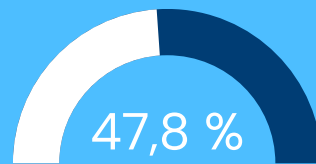


Par ailleurs, la mise en œuvre de 36 clubs d'écoute, 26 dialogues communautaires, 3 Tribunes d'Expressions Populaires (TEP), 18 sessions de bulletins scores ainsi que de multiples actions structurantes (formations, consultations communautaires, productions et diffusions radiophoniques) témoigne d'une intervention intensive et équilibrée, combinant autonomisation socio-économique, renforcement institutionnel et consolidation durable de la paix dans les zones d'intervention.



Hommes

Femmes



Intervention sur le terrain

Clubs d'écoute

36

Dialogues communautaires

26

Tribunes d'Expressions Populaires (TEP)

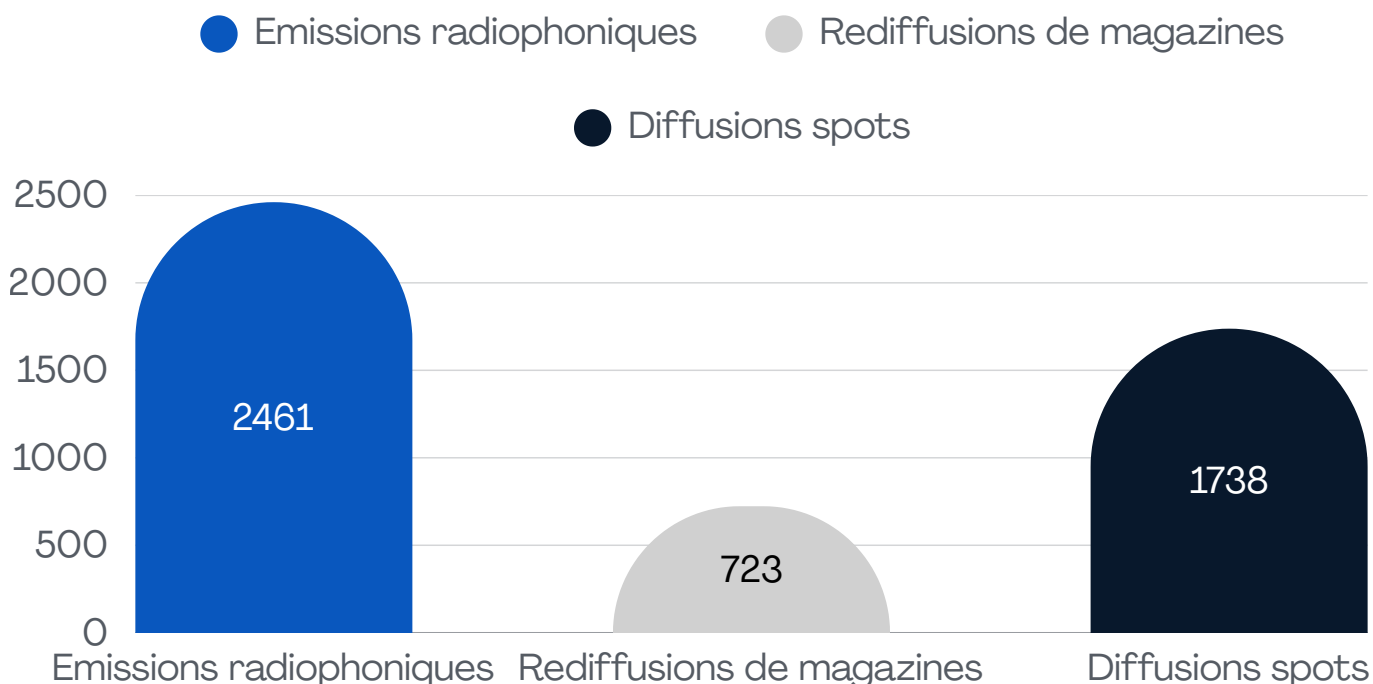
3

Sessions de bulletins scores

18

RÉDUCTION DE LA POLARISATION (BÉNIN)

Les activités de dialogue inter et intra-communautaires, les consultations communautaires inclusives, les tribunes d'expression populaire, les bulletins de scores ainsi que les émissions radiophoniques sur la cohésion sociale et la paix (2 461 diffusions de productions, dont 723 rediffusions de magazines et 1 738 diffusions de spots en peulh, zerma, bariba, dendi, etc.) ont permis de toucher un volume significatif de populations, estimé à plus de 355 054 auditeurs. Les dialogues communautaires portant sur les relations agriculteurs-éleveurs, le foncier, le code pastoral, les couloirs de passage et les relations entre communautés, autorités locales et forces de sécurité ont mobilisé 856 participants, dont 41 % de femmes. Par ailleurs, les bulletins de scores et les tribunes d'expression populaire ont rassemblé plus de 535 bénéficiaires



355 054

Auditeurs touchés

856

personnes mobilisées

40%

de femmes

535

bénéficiaires

En outre, les 36 clubs d'écoute mis en place, regroupant 597 membres actifs, constituent un levier essentiel de mobilisation communautaire, favorisant l'appropriation locale des messages de paix, de gouvernance et de cohésion sociale. L'approche inclusive et apaisée adoptée pour aborder des thématiques sensibles, telles que: la sécurisation foncière, la gestion des ressources naturelles et le règlement pacifique des différends, etc. a contribué à améliorer la qualité des interactions communautaires et à prévenir l'escalade des tensions locales. Enfin, les actions de suivi et de redevabilité ont entraîné une amélioration du niveau de prestation des services au profit des bénéficiaires, traduite par une hausse du niveau de satisfaction des usagers et une évolution globale vers la catégorie "verte", indicateurs de performances satisfaisantes. Plus spécifiquement, ces interventions ont contribué à :

- ouvrir et structurer des espaces sécurisés de dialogue entre différents groupes sociaux, notamment entre communautés peulh et non-peulh, ainsi qu'entre agriculteurs et éleveurs, les autochtones et les PDI, les jeunes , femmes et hommes, les FDS, autorités et communautés ;
- renforcer la participation citoyenne, en favorisant la prise de parole des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires dans les processus communautaires ;
- aborder de manière inclusive et apaisée des thématiques sensibles, telles que la sécurisation foncière, le respect des couloirs de passage, la gestion des ressources naturelles et le règlement pacifique des différends communautaires.
- Amélioration de la gouvernance locale et de la redevabilité, favorisant des services plus performants et mieux adaptés aux attentes des populations.

Dans un contexte marqué par une pression foncière accrue, la raréfaction des terres arables, la croissance démographique, les effets du changement climatique et le mécontentement des populations vis-à-vis des services sociaux de base (santé, état civil, eau, éducation), les espaces de dialogue, les bulletins scores et les TEP ont joué un rôle déterminant dans la réduction des clivages sociaux et communautaires. Ils ont contribué à améliorer le climat de confiance entre les communautés, à réduire les incompréhensions et les tensions latentes, et à renforcer durablement le vivre-ensemble. Ces résultats traduisent une contribution directe à la consolidation de la cohésion sociale horizontale et au renforcement de la confiance des populations envers les mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits.



RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR (Bénin)



Au cours de l'année 2025, 16 journalistes ont été formés au journalisme sensible aux conflits ; 45 Jeunes Ambassadeurs de la Paix et 8 chefs de village ont bénéficié d'une formation intensive en communication pour le changement de comportement (CGA), en médiation et en sensibilité au genre. En outre, 436 bénéficiaires ont été formés en éducation financière et 822 bénéficiaires aux techniques de transformation et de production agricole améliorées, avec une participation féminine très élevée, atteignant 80% à 95% selon les modules. Cette forte implication des femmes et des jeunes reflète la pertinence de l'approche inclusive du projet.

Les effets observés montrent un impact significatif tant sur le plan social qu'économique. Les formations en journalisme sensible au conflit, en médiation, en communication pour le changement de comportement et en sensibilité au genre ont renforcé les capacités des acteurs communautaires à prévenir les conflits, promouvoir le dialogue et encourager une gouvernance locale plus inclusive. Parallèlement, l'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) a contribué à l'amélioration de l'autonomie économique et sociale des bénéficiaires, à la réduction des vulnérabilités économiques susceptibles d'alimenter les conflits et à une implication accrue des femmes dans la prise en charge des dépenses familiales. Ces interventions ont également favorisé la solidarité, la collaboration et la confiance entre les membres des communautés, consolidant ainsi les dynamiques communautaires positives et contribuant à la promotion d'une paix durable et inclusive dans les zones ciblées.

16

journalistes formés au journalisme sensible aux conflits

45

jeunes ambassadeurs de la paix ont bénéficié de la formation en communication pour le changement de comportement

8

chefs de villages ont bénéficié de la formation en communication pour le changement de comportement

436

bénéficiaires ont été formés en éducation financière

822

bénéficiaires aux techniques de transformation et de production agricole améliorées



Femmes



Modules



RENFORCEMENT DE LA LÉGITIMITÉ INSTITUTIONNELLE (BÉNIN)

Les activités liées à la gestion des conflits et à la gouvernance locale, notamment l'accompagnement à la validation du Plan Local de Sécurité de la commune de Banikoara en collaboration avec l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF), la dynamisation des Sections Villageoises de Gestion Foncière (SVGF) dans la gestion foncière et la résolution des conflits communautaires, ont touché plus de 665 bénéficiaires directs. Ces interventions ont mobilisé de manière significative les acteurs clés de la gouvernance locale, dont : 78 autorités administratives locales, 366 leaders communautaires, 89 leaders religieux et traditionnels ainsi que d'autres acteurs communautaires directement impliqués dans la prévention et la gestion des conflits. Les résultats observés montrent que ces actions ont permis de :

- ▶ Renforcer la crédibilité et l'efficacité des mécanismes locaux de gestion des conflits, en améliorant leur structuration et leur fonctionnement ;
- ▶ Améliorer la perception de légitimité des autorités locales et communautaires, grâce à des processus plus inclusifs, transparents et participatifs ;
- ▶ Réduire les frustrations liées à l'accès et à la gestion des ressources naturelles, en particulier dans les zones marquées par des tensions foncières récurrentes ;
- ▶ Renforcer la confiance verticale entre les populations, les leaders communautaires et les institutions locales.

En favorisant l'ouverture des espaces de gouvernance et de dialogue, ainsi que la concertation et la coresponsabilité autour des questions foncières et sécuritaires, les projets LAFIA et NONSINA ont contribué à prévenir l'escalade des conflits, à promouvoir des pratiques pacifiques de règlement des différends et à renforcer la légitimité de la gouvernance locale. Ces actions ont consolidé les relations entre citoyens et institutions, posant les bases d'une stabilité durable et inclusive dans les zones d'intervention.

665

Bénéficiaires touchés

78

Autorités administratives locales

366

Leaders communautaires

89

Leaders religieux et traditionnels

LA PAIX AVANCE AU RYTHME DE LA CONFIANCE



Confiance - Collaboration - Percées

Global



AU NIGER

L'approche a combiné renforcement de la cohésion sociale et consolidation de la gouvernance locale. Les activités de dialogue inclusif, les tribunes d'expression populaire et les sessions de suivi et de redevabilité ont permis d'améliorer la confiance des populations dans les autorités locales et de renforcer la légitimité des mécanismes de prévention et de résolution des conflits. Par rapport au Mali et au Burkina Faso, l'intervention au Niger a mis un accent particulier sur la participation citoyenne et la transparence des institutions locales, favorisant une gouvernance plus responsable.



AU MALI

Les projets ont permis de créer des espaces de dialogue entre communautés touchées par des tensions intercommunautaires et par les conflits liés aux ressources naturelles. L'implication des jeunes et des femmes a été particulièrement forte, notamment à travers des formations en médiation et en journalisme sensible aux conflits, renforçant ainsi la capacité locale à prévenir et gérer les différends de manière pacifique. Les initiatives ont contribué à améliorer le climat de confiance entre différentes communautés et à promouvoir une gouvernance locale plus inclusive.



AU BÉNIN

Les projets ont concentré leurs efforts sur la prévention des conflits transfrontaliers et le renforcement de la cohésion entre différentes communautés ethniques et sociales. L'approche inclusive a facilité le dialogue entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et populations déplacées, tout en promouvant la participation des femmes et des jeunes dans les processus communautaires. Comparé aux autres pays, le Bénin a particulièrement renforcé les interactions entre citoyens et institutions locales et l'appropriation communautaire des messages de paix, avec un focus marqué sur la gouvernance foncière et la sécurisation des espaces de dialogue.



AU BURKINA FASO

Les interventions ont également favorisé la cohésion sociale, avec un accent sur la participation des groupes vulnérables, notamment les populations déplacées et les jeunes. Les dialogues communautaires et les clubs d'écoute ont permis d'apaiser les tensions liées au foncier et aux relations entre agriculteurs et éleveurs. Comparé au Mali, le Burkina Faso a davantage misé sur la structuration de mécanismes locaux de dialogue et sur la mobilisation de la société civile pour renforcer la prévention des conflits à l'échelle des communes.





Dans l'ensemble, les projets menés dans ces quatre pays ont favorisé la création d'espaces inclusifs de dialogue, la participation citoyenne, l'autonomisation économique et sociale des populations et le renforcement de la légitimité des institutions locales. Bien que chaque pays ait adapté ses interventions à son contexte spécifique, avec une attention particulière au dialogue intercommunautaire au Mali, à la structuration des mécanismes locaux au Burkina Faso, à la transparence et à la gouvernance au Niger, et à la prévention des conflits transfrontaliers au Bénin, l'impact global est convergent : consolidation de la cohésion sociale, prévention des conflits et promotion d'une stabilité durable et inclusive.

Notre réponse



EN 2025

Search a renforcé sa stratégie autour des valeurs de confiance, de collaboration et de percées, dans un contexte marqué par une instabilité sécuritaire persistante, la prolifération de la désinformation et la diffusion de discours de haine. L'approche mise en œuvre a évolué au-delà de la gestion des symptômes des conflits pour s'orienter vers la mise en place de systèmes de protection psychologiques et sociaux au sein même des communautés, intégrant notamment les dimensions de santé mentale, de soutien psychosocial et d'autonomisation économique.

Ce qui a marché en 2025

1 L'ancrage institutionnel et la proximité avec les autorités nationales et locales ont constitué un levier majeur. La collaboration étroite avec les ministères sectoriels, les autorités administratives, communales et coutumières a facilité l'accès aux zones sensibles, renforcé la légitimité des interventions et accru l'adhésion des communautés.

2 Les mécanismes communautaires de veille et de lutte contre la désinformation se sont révélés particulièrement efficaces. L'implication des influenceurs communautaires et en ligne, des cybergardiens, des comités communautaires de surveillance de l'information, ainsi que des radios communautaires, a permis d'identifier, vérifier et contenir des rumeurs avant qu'elles ne dégénèrent en violences. La combinaison de ces dispositifs avec des outils médiatiques variés (émissions radio, réseaux sociaux, magazines, spots de sensibilisation) et des cadres de dialogue locaux (tribunes d'expression populaire, grins de jeunes, forums de dialogue) a permis de toucher plusieurs millions de personnes, y compris des publics difficiles d'accès.

3 Les cadres de dialogue inter et intra-communautaires ont favorisé l'expression pacifique des tensions et la recherche de solutions consensuelles, tout en renforçant la confiance entre communautés et institutions, notamment autour des enjeux fonciers et sécuritaires. L'approche partenariale avec les autorités locales a consolidé cet ancrage et facilité l'appropriation des processus.

4 L'inclusion a été intégrée de manière opérationnelle à travers le respect de quotas significatifs pour la participation des femmes et des jeunes, l'intégration des personnes déplacées internes et des personnes handicapées, ainsi que l'adaptation linguistique et technologique des activités, notamment par le recours au streaming et à la formation en ligne pour les zones difficiles d'accès.

5 Des avancées notables ont également été enregistrées en matière de safeguarding et de protection. La mise en place de mécanismes de retour accessibles, la désignation et la formation de points focaux safeguarding au sein des partenaires, ainsi que l'intégration de ces mécanismes dans les groupements féminins, ont contribué à instaurer une culture de protection, de transparence et de responsabilisation au niveau communautaire.

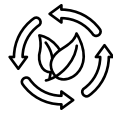
6 Enfin, la capitalisation inclusive des expériences, à travers des ateliers et des espaces de restitution, a permis de documenter les bonnes pratiques en temps réel et d'intégrer les voix de groupes souvent marginalisés dans les ajustements stratégiques.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS DE LA MISE EN ŒUVRE

La paix



L'un des enseignements majeurs de 2025 est que la paix est indissociable du bien-être mental et physique. La désinformation fragilise non seulement le tissu social, mais affecte profondément la santé mentale des populations en générant peur et anxiété. L'intégration systématique de la santé mentale et du soutien psychosocial dans les initiatives de cohésion sociale apparaît ainsi comme un facteur déterminant de prévention durable des conflits.



La durabilité

La durabilité des acquis repose largement sur le leadership local et la formalisation des mécanismes communautaires. Le passage d'initiatives individuelles à des structures associatives formelles s'est révélé essentiel pour assurer la pérennité des actions et leur reconnaissance institutionnelle.

L'expérience



L'expérience a également montré que l'appropriation réelle des approches participatives par les partenaires ne se limite pas à des formations techniques. Elle se construit à travers des processus d'échanges, de mise en pratique sur le terrain, de confrontation aux réalités communautaires et de restitution des résultats aux populations.



L'inclusion

L'inclusion effective des groupes vulnérables, notamment des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, nécessite la création d'espaces sécurisés d'expression et de participation. Ces conditions sont indispensables pour garantir une implication authentique dans les processus de gouvernance locale et de prise de décision.

La lutte contre la désinformation



Enfin, la lutte contre la désinformation et les discours de haine ne peut être menée de manière isolée. Les résultats sont significativement renforcés lorsque les acteurs formés évoluent au sein de réseaux interconnectés, collaborant entre eux et avec les institutions. Dans des contextes opérationnels de plus en plus contraints, la légitimité des organisations repose avant tout sur leur capacité à établir des relations de confiance, à démontrer leur valeur ajoutée et à aligner leurs actions sur les priorités nationales.

NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LES PERSONNES QUE NOUS SERVONS POUR 2026

Fort des résultats obtenus, en 2026, notre engagement vise à consolider et amplifier les transformations positives déjà enclenchées, afin de générer des changements durables, inclusifs et reproductibles, portés par les communautés elles-mêmes.

À travers nos interventions, nous visons les changements attendus suivants :

2

- Les personnes affectées par les conflits, les déplacements forcés et les chocs multiples voient leur bien-être psychosocial durablement amélioré, grâce à un accès renforcé à des mécanismes communautaires de soutien en santé mentale, adaptés aux contextes locaux.

4

- Les communautés bénéficient d'un meilleur accès à des infrastructures socio-économiques fonctionnelles et inclusives, favorisant la dynamisation des économies locales, l'amélioration des échanges et la réduction des inégalités territoriales.

6

- Les femmes et les jeunes renforcent durablement leur pouvoir d'agir économique, social et décisionnel, en accédant à des opportunités économiques viables et en jouant un rôle accru dans la gouvernance locale et la gestion des ressources naturelles, contribuant ainsi à la réduction des vulnérabilités structurelles.

1

- Les communautés, en particulier les jeunes et les leaders locaux, développent une capacité accrue à analyser l'information, à résister à la désinformation et à promouvoir des discours constructifs, contribuant ainsi à la prévention des conflits et au renforcement de la cohésion sociale.

3

- Les ménages vulnérables renforcent leur résilience climatique, leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance, notamment à travers des systèmes de production agricole durables et sobres en énergie, contribuant également à la réduction des tensions liées à l'accès aux ressources naturelles.

5

- Les investissements communautaires sont durablement gérés, entretenus et valorisés par les acteurs locaux, grâce à des mécanismes de gouvernance transparents, inclusifs et redevables, garantissant la durabilité des acquis.

7

- Les structures communautaires clés et les autorités locales exercent de manière plus efficace et inclusive leur rôle dans la prévention et la gestion pacifique des conflits, notamment fonciers, sécuritaires et sociaux, au service de la cohésion sociale et de la stabilité locale.

NOS HISTOIRES À SUCCÈS



En dépit des multiples défis rencontrés au cours de l'année 2025, nous avons pu impacter significativement la vie des communautés. Les témoignages et histoires à succès ci-dessous ne sont qu'un échantillon illustratif des retours que nous avons reçus de la part de différentes parties prenantes.

BÉNIN

Conflit autour de la distribution de l'eau potable à Sakasson dans la commune de Kouandé

Témoignage : Participant aux dialogues communautaires à Bontè (Banikoara)

« Je m'appelle.....Soumanou, ambassadeur de paix à Bontè. La formation sur la CGA du projet LAFIA a profondément changé ma manière de réagir face aux conflits. Un jour, j'ai surpris un homme avec l'une de mes épouses et j'étais prêt à commettre l'irréparable. Mais en me rappelant les enseignements de LAFIA, j'ai choisi le dialogue et la paix. Grâce à cette approche, la tension a été apaisée et j'ai pu convaincre mes proches d'éviter la violence. Aujourd'hui, je suis un exemple dans ma communauté de la force du changement ...»

Le 31 octobre 2025, à Sakasson Dompago dans la commune de Kouandé, précisément dans le quartier Wodougou, un problème de longue date persistait au niveau du point d'eau communautaire. Les femmes, venues puiser de l'eau, se confrontaient fréquemment à des disputes: certaines arrivaient avec un grand nombre de bassines, obligeant les autres à de longues attentes, ce qui générait frustrations, mécontentes et parfois même des bagarres. Face à cette situation récurrente, les Jeunes Ambassadeurs de Paix (JAP) ont entrepris une démarche proactive.

Ils ont rencontré le Délégué du quartier afin de rechercher une solution durable favorisant la cohésion et le vivre-ensemble. À l'issue d'une rencontre participative avec les femmes concernées, un consensus a été trouvé: désormais, le puisage de l'eau se fait tour à tour, une bassine par personne, afin de garantir l'équité et de réduire les tensions.





L'impact du projet NOSNINA dans notre communauté est immense. Avant son arrivée, les jeunes étaient souvent impliqués dans des bagarres violentes, parfois liées à des conflits amoureux, qui se terminaient par des convocations chez le chef du village, devant les tribunaux ou même au commissariat. Aujourd'hui, grâce aux jeunes ambassadeurs de la paix, les mésententes sont mieux gérées... Un autre problème récurrent concernait les conflits entre agriculteurs et éleveurs, souvent violents, avec l'utilisation d'armes blanches lors des affrontements. Grâce au projet, un cadre d'échanges inclusif a été mis en place, regroupant agriculteurs, éleveurs et différentes communautés, y compris les Gourmantchés du Burkina ...

Au-delà de la cohésion sociale, le projet a apporté une reconnaissance nouvelle pour les femmes. Le fait que je sois élue présidente d'un comité de gestion de l'espace maraîcher est un signe fort de changement ...



Témoignage: Guiwa, Eleveur à Sionké Koka (Banikoara)

« Autrefois, Sahara et moi ne nous parlions plus du tout, car mes bœufs avaient brouté sa culture. La tension était telle que j'ai dû faire appel au comité de résolution des conflits. Grâce à leur intervention, Sahara a décidé d'abandonner toutes les charges qu'il avait contre moi. Aujourd'hui, nous échangeons, nous nous respectons et vivons en parfaite entente. Nous passons même du temps ensemble, assis sous le même arbre à palabre. Je suis profondément reconnaissant envers les partenaires, car ce projet nous a rendu la paix et m'a permis de circuler aujourd'hui dans le village sans crainte... »



Fatoumata Cissé, une jeune femme non-voyante, est devenue une figure emblématique de la résilience.

Grâce au projet Youth Talk II, elle a été formée aux techniques de communication, d'élaboration d'initiatives et de journalisme, ce qui lui a permis de s'intégrer professionnellement au sein de l'Union Malienne des Aveugles (UMAV).

“ Elle témoigne.....

Aujourd'hui, j'arrive à envoyer de l'argent à mes parents, acheter ce dont j'ai besoin, aider ma communauté... sans avoir à tendre la main. Et ça, c'est ma vraie liberté.

Dans le cadre du projet JISRA (Joint Initiative for Strategic Religious Action), l'engagement des leaders religieux a permis de rapprocher différentes confessions à Mopti.

L'Abbé Daniel Togo témoigne de la transformation des relations entre chrétiens et musulmans.

Il décrit désormais le cadre de concertation interreligieuse comme une « **famille unie pour la paix** », soulignant que le dialogue a remplacé la méfiance initiale.

L'atelier de capitalisation du programme Just Future à Tombouctou a mis en exergue la réussite des Cadres d'Analyse des Politiques Inclusives (CAPI). Ces cadres facilitent un dialogue inclusif entre les autorités et les populations (femmes, jeunes, déplacés internes).

“ Témoignage d'un membre de CAPI

Ce cadre nous permet enfin de dialoguer directement avec les autorités, dans le respect et sans crainte



Fatoumata Cissé, bénéficiaire du projet Youth Talk II



BURKINA FASO



Je suis Oumou Sawadogo âgé de 22 ans, j'ai connu le projet Laafi-kibaru à travers une publication sur facebook pour le recrutement des volontaires cyber gardiens.

"J'étais intéressé par l'offre et j'ai candidaté heureusement j'ai été retenu.. Nous avons eu des renforcement de capacité sur plusieurs thématiques (comment produire des contenus constructifs sensibles au conflits, les logiciels de montage vidéo etc...). Il faut dire que je n'avais pas de connaissance sur les enjeux lieux à la désinformation et discours haineux sur les réseaux sociaux, les reformatons mon permis de prendre conscience de tout ce que nous mettons comme contenu sur les réseaux sociaux. Grâce aux renforcements de capacité reçus , j'ai remporté un concours qui consistait à construire un message éducatif accompagné d'une photo, avec la formation sur l'application Canvas et Cap Cut que nous avons reçue j'ai pu exploiter l'outil et réaliser une belle affiche. Je remercie énormément l'équipe du projet car aujourd'hui avec les vidéos que je réalise et partage sur facebook et tik tok, j'ai pu être impactée à travers mes messages de sensibilisation sur comment se prendre en matière de désinformation. "

Dans le cadre du projet Laaf-kibaru l'appui des OSC locales ont permis la réalisation d'activités dans les communautés. Ansi dans le cadre de la réalisation d'un thé débat par un des partenaires des mini subventions M. SAWADOGO Rêlwendé Gwladys Oréane (Ouahigouya-Secteur) témoigne :

"Ce thé débat a été très bénéfique pour moi dans la mesure où il m'a permis de comprendre les enjeux liés à l'utilisation des nouvelles technologies. Je ne voyais pas que les nouvelles technologies pouvaient avoir des effets négatifs mais maintenant je suis assez renseignée pour utiliser convenablement ces NTIC sans tomber dans leurs effets négatifs et nuisibles. Je suis désormais plus outillée pour sensibiliser les autres à adopter de bons comportements en ligne".



Nana - Aïcha, une cyber-gardienne au service de la paix communautaire

La région sahéenne marquée par les tensions communautaires, la désinformation circule vite et peut devenir une arme dangereuse. Pourtant, une jeune femme a décidé de s'interposer entre les rumeurs et la vérité : Nana - Aïcha Issa Labran, cyber-gardienne de la région de Tahoua.

Un jour, une photo dramatique a été publiée dans un groupe WhatsApp. Elle montrait, soi-disant, des éleveurs ayant tué un agriculteur. Rapidement, l'image est devenue virale et la colère a enflammé les discussions. La communauté risquait de sombrer dans un conflit communautaire.

Mais Nana - Aïcha, présente dans ledit village ce jour-là, a eu le réflexe de vérifier la source de l'image. Elle a découvert que la photo n'était pas récente, mais datait en réalité de 2013. Grâce à sa connaissance des outils de vérification, elle a pu démontrer à la communauté que cette rumeur était fausse. Son intervention vise à éviter une escalade qui aurait pu coûter des vies.

Bénéficiaire du projet Laafi - Kibaru, informer pour la paix, mise en œuvre par Search for Common Ground Niger sous financement du Ministère des affaires Mondiale du Canada, Nana - Aïcha n'a pas seulement réagi dans l'urgence. Avec d'autres cyber-gardiens, elle anime des ateliers, crée des vidéos pédagogiques dites "explainer, et intervient à la radio pour sensibiliser sur les dangers de la désinformation et des discours de haine.

Les formations sur la vérification des faits lui ont permis d'apprendre à détecter les fausses informations, à analyser les publications en ligne et à enseigner ces réflexes aux autres. Elle se décrit elle-même comme fière d'avoir acquis ces compétences qui, aujourd'hui, inspirent d'autres jeunes à suivre son exemple.

Son engagement a changé le regard que son entourage portait sur elle.

Pendant longtemps, son engagement bénévole était mal perçu. « **Tu ne gagnes rien, tu perds ton temps. Mais je savais pourquoi je le faisais** ».

Un jour, elle partage une vidéo sur l'utilisation responsable des réseaux sociaux, produite dans le cadre du projet LAAFI - KIBARU. Un de ses oncle l'a vue, puis l'appel, surpris : « **C'est ça que tu faisais sur les réseaux ? On ne savait pas. On pensait que tu faisais n'importe quoi** ».

Ce simple appel a tout changé. À travers ses yeux, l'entourage de Nana - Aïcha a redécouvert son engagement. Son image a évolué : de bénévole incompris à acteur de changement. Et tout est parti d'un regard neuf... celui de son oncle. Sa famille, qui pensait autrefois qu'elle perdait son temps sur les réseaux sociaux, l'a vue devenir un modèle. Ses vidéos et actions sont désormais reconnues comme des contributions concrètes à la paix et à la cohésion sociale.

Des jeunes, des femmes... de sa communauté et même d'autres localités, comme Bambey, lui demandent aujourd'hui comment devenir eux aussi cyber-gardiens. Nana Aïcha est devenue une référence, une source d'inspiration.

Pour Nana - Aïcha, cette expérience en tant que sentinelle du numérique a tout changé : « **Avant, je publiais sans réfléchir. Aujourd'hui, je sais qu'une simple publication peut déclencher un conflit ou au contraire renforcer la paix** ».

Elle en est convaincue : les jeunes ne doivent pas attendre que les aînés agissent. Ils ont leur rôle à jouer, dès maintenant, dans la protection de leur communauté.



Nana - Aïcha Issa Labran, cyber-gardienne de la région de Tahoua.



Search for Common Ground

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à l'ensemble des acteurs qui, de manière directe ou indirecte, nous ont apporté leur appui au Mali, Niger, Burkina, Bénin et au-delà. Leur soutien constant a été déterminant pour la mise en œuvre de notre mission de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale. Nous adressons à chacune et chacun nos sincères remerciements.

Acteurs étatiques

- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Burkina Faso/Mali
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Burkina Faso, Bénin
- Secrétariat Permanent de l' Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ ONAPREGECC), Burkina Faso
- Secrétariat Technique pour la Promotion de la Paix et du Vivre-Ensemble (ST-PPViE)
- Ministère des Affaires sociales et de la Microfinance
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, Bénin
- Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF), Bénin
- Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin
- Les Directions Départementales de la Police Républicaines Atacora-Alibori, Bénin
- Préfectures, Mairies et Chefs d'Arrondissements (CA), Chefs quartiers et villages (CV) et conseillers des Départements de l'Alibori et de l'Atacora, Bénin
- La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niger
- Ministère de l'intérieur à travers la Coordination national des programmes de stabilisation et de prise en charge de la reddition des ex-combattants des groupes armés non Étatiques au Niger
- Ministères de la jeunesse et des sports du Niger et du Mali
- Ministères de la communication et des nouvelles technologies de l'information, Niger, Mali
- Les Administrateurs Délégués et les services Techniques de nos zones d'intervention, Niger, Mali

Partenaires financiers

- Affaire Mondiale Canada
- Agence française de développement (AFD)
- Coopération Suisse
- Union Européenne (UE)
- Ambassade Belge
- Bezos Family Foundation
- Fondation PATRIP
- Fonds des Nations Unies Pour la Consolidation de la Paix (UNPBF)
- Royaume des Pays Bas

Partenaires internationaux et nationaux

- Association Voûte Nubienne (AVN)
- DEDRAS ONG
- Radios communautaires des départements de l'Alibori et de l'Atacora
- Educommunick/Burkina
- APAC /Niger ,APJEC/Mali
- Les Centre hub de cyber gardiens Burkina, Mali, Niger
- Les ambassadeurs de paix
- Communication pour le Développement (COMDEV)
- Jeune Volontaire pour l'Environnement (JVE)
- Femme Action pour le Développement (FAD)
- Jeunesse Africain et Action de Développement (JAAD)
- SOS Civism Niger
- Action pour le Développement (Action Dev)
- Centre Africa Obota (CAO)
- Jalon, Benbere, Doniblog, Appel Mali,
- Association des Blogueurs du Mali (ABM)
- Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URL)

Nos contacts

Bureau du Mali

Hamdallaye ACI 2000 Face au Palais des Sports Côté - Ouest
Bamako - Mali
Tel: 44.90.55.50

Bureau du Niger

Siège National Koira Kano Rue kk-45 x Rue KK-74
Niamey, Niger
BP :10931 Tel : +227 20 35 26 35 / 87 02 93 93

Bureau du Burkina Faso

Quartier
Wemtenga, Secteur 23, Boulevard des Tensoba, Face Nord de la maison de la
femme, Ouagadougou
18 BP 119 Ouaga 18 Tél: +226 25 37 57 93

Bureau du Bénin

Quartier Ganou Gourou, von Station ORYX en quittant le Marché Guèma pour le CNSR
Parakou - Bénin
Tel: 7577 (ligne verte)
site: www.sfcg.org